

Les fascicules des **BIC**

LE NÉOLIBÉRALISME ET LA PAIX



BRIGADES D'INFORMATION CITOYENNE

LE NÉOLIBÉRALISME ET LA PAIX

Le néolibéralisme ou la paix impossible

« Voici le monde plongé dans la crise la plus grave de l'histoire des temps modernes. Dans la foulée des événements tragiques du 11 septembre, les États-Unis se sont embarqués, par le déploiement d'une force armée d'une ampleur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, dans une aventure militaire qui met en péril l'avenir de l'humanité. »

Source : Michel Chossudovsky, professeur de science économique à l'Université d'Ottawa et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation.

Notre époque est marquée par la consommation, ce n'est un secret pour personne. Nous vivons dans une société d'abondance animée par un idéal d'accumulation de richesses nourri par la doctrine néolibérale. Aux yeux des plus obnubilés par ce système capitaliste, le mot consommateur est préféré à celui de citoyen et le mot client à ceux de patient ou d'étudiant. Le néolibéralisme se porte bien quand l'humain consomme et c'est à coup de millions que les multinationales investissent en publicité pour que les gens achètent n'importe quoi, que ce soit utile ou non. **La dépense d'énergie et la quantité de matières premières requises pour produire et fabriquer tous ces biens dépassent l'entendement.** Les États-Unis, tout en étant la première puissance mondiale, est le pays qui, en raison du mode de vie qu'il s'est donné, est le plus dépendant des richesses du reste du monde. C'est pourquoi cette superpuissance économique, afin de croître et de durer, s'est dotée d'un arsenal militaire proportionnel à ses besoins en ressources naturelles. Ainsi, en même temps que les nappes pétrolières se vident, que les mines de diamants, d'or, d'argent s'épuisent, que les cours d'eau s'assèchent, l'arsenal militaire mondial, lui, se gonfle. L'accès et le contrôle des ressources constituent l'une des principales causes de conflit dans le monde. **La guerre que livre le néolibéralisme à l'ensemble de la planète se mène sur deux fronts : économique et militaire.** Une infime minorité tire profit de cette guerre. Pour le reste, les peuples et l'environnement, c'est le désastre !

L'Empire a soif de pétrole¹

Les ressources les plus convoitées lors des guerres sont les ressources agraires (terres cultivables et eau), minières, énergétiques (pétrole, gaz, charbon) et

¹ Le contenu de cette section et de celle portant sur la machine de guerre américaine a essentiellement été puisé dans le livre de Michel Chossudovsky, publié en 2002, intitulé Guerre et mondialisation. La vérité derrière le 11 septembre, aux éditions Écosociété.

Cette guerre du pétrole en Asie centrale se fait entre les intérêts anglo-américains, russes et européens. Elle passe par la militarisation de cette région et par la signature d'accords économiques avec les États qui la composent. Sur le plan militaire, deux blocs s'opposent, soit l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la Communauté des États indépendants (CEI), qui sont deux alliances militaires : l'OTAN pour la défense des intérêts occidentaux et la CEI pour la défense des intérêts des ex-républiques soviétiques. En 1999, l'OTAN s'est réjouie de la signature du GUUAM (Géorgie, Ouzbékistan, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie), qui se veut une alliance militaire régionale — sous ses auspices et financée par l'aide militaire occidentale — stratégiquement située au carrefour des richesses pétrolières et gazières de la mer Caspienne. **La formation de cette alliance militaire permet à Washington d'atteindre son objectif d'exclure la Russie des gisements pétroliers et gaziers de la mer Caspienne.** À bien y penser, la prétendue guerre au terrorisme de Washington est directement dirigée contre la Russie puisqu'elle vise à permettre aux intérêts pétroliers anglo-américains de mettre la main sur les gisements sous le contrôle des Russes. En appuyant la guerre au terrorisme, le président Poutine est en train de subordonner les intérêts russes à ceux de l'Occident.

En plus du GUUAM (stratégie militaire), les États-Unis ont développé la stratégie économique appelée la Stratégie de la route de la soie (SRS). La SRS partage avec le GUUAM et l'OTAN les mêmes objectifs d'exclusion des concurrents capitalistes des gisements pétroliers et gaziers, cette fois par la voie de l'intégration des ex-républiques soviétiques à l'empire économique des États-Unis. **Le GUUAM et la SRS vont main dans la main et étendent la sphère d'influence des États-Unis aux plans de la défense, de l'économie et de la politique.** Les pays couverts par la Stratégie de la route de la soie vont de la Méditerranée à l'Asie centrale (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan). **L'objectif de la SRS est d'instaurer sous le contrôle des États-Unis une vaste zone de libre-échange composée de ces huit anciennes républiques soviétiques.** Tous ces pays sont appelés à être transformés en protectorats américains, donc bardés de bases militaires pour défendre les intérêts pétroliers occidentaux, anglo-américains surtout. Fait à noter, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale contribuent grandement à la réussite de la SRS en « incitant » fortement les anciennes républiques soviétiques à instaurer des économies de marché favorables à l'investissement privé international et à l'accroissement du commerce.

halieutiques (zones de pêche). Par exemple, dans le cas du conflit israëlo-palestinien, les ressources convoitées sont l'eau et les terres cultivables. En Irak, c'est le pétrole. En Colombie, ce sont les terres, le pétrole et la coca, ou encore au Congo, ce sont les diamants, l'or, le cuivre, le cobalt, le coltan et le pétrole.

De nos jours, c'est l'accès et le contrôle des ressources pétrolières qui sont à l'origine du plus grand nombre de conflits armés dans le monde, le pétrole étant le produit le plus consommé. En effet, il n'y a pas que sous forme de carburant que le pétrole est utilisé. La liste des produits dérivés du pétrole est infinie : plastique, aspirine, appareils photo, balles de golf, batteries d'automobile, tapis, engrais, lunettes, shampooings, colles, ordinateurs, cosmétiques, détergents, téléphones, agents de conservation chimiques, ballons de football, insecticides, vernis à ongles, collants, pâte dentifrice, lentilles cornéennes, pneus, stylos, etc. Pas surprenant alors que de grands consortiums du monde industrialisé se livrent une lutte féroce pour le contrôle de cette richesse.

Depuis que la guerre froide est officiellement terminée, **la nouvelle guerre que mènent les États-Unis au reste du monde consiste à briser les frontières économiques nationales afin d'étendre le libre marché.** À travers leurs ardentes aspirations hégémoniques², les Étatsuniens font tout pour empêcher l'Europe, la Russie, le Japon et la Chine de devenir des concurrents capitalistes, et ceci se reflète parfaitement dans la guerre qui se mène pour la conquête des réserves pétrolières et gazières de la mer Caspienne. Aussi bien dire que la **politique étrangère des États-Unis, loin d'assurer la sécurité du peuple américain, vise strictement à répondre aux intérêts des conglomérats pétroliers anglo-américains alliés aux grands fabricants d'armement.** L'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak en sont de parfaites illustrations.

Afghanistan : l'invasion de l'Afghanistan avait principalement pour but sa militarisation grâce à la présence permanente de troupes dites de « maintien de la paix ». Ce pays se situe stratégiquement à la croisée de différents corridors favorable aux pipelines et aux gazoducs.

Irak : en prenant le contrôle de l'Irak, les États-Unis ne visent pas seulement à s'emparer du pétrole, mais également à s'assurer que ce pays, deuxième producteur de pétrole, ne fera pas de liens économiques, politiques et militaires trop serrés avec d'autres pays ambitieux de s'imposer sur la scène économique mondiale (Chine et Russie, entre autres).

² Hégémoniques : aspirations au pouvoir dominant d'un État sur d'autres

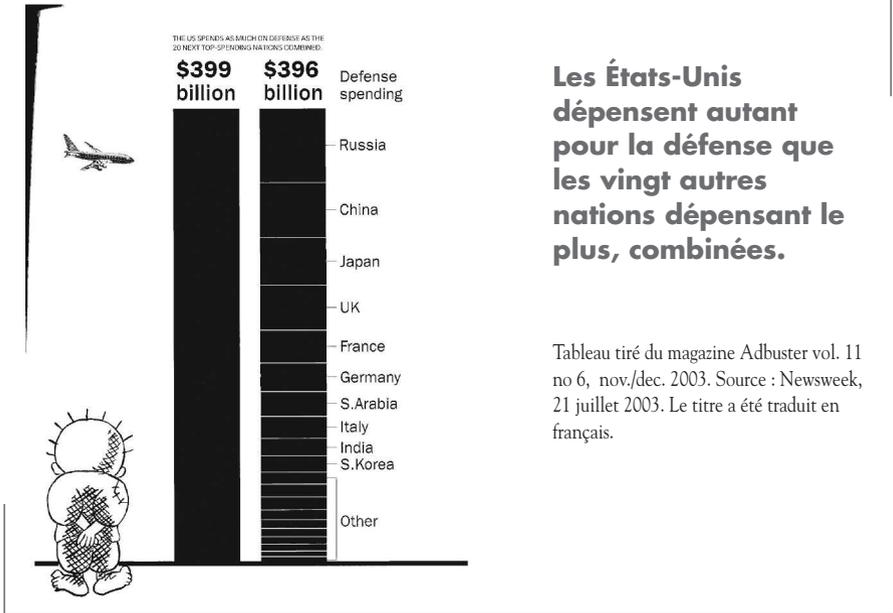
Le Venezuela est le cinquième pays producteur de pétrole au monde. Le coup d'État manqué contre le président démocratiquement élu, Hugo Chavez, avait pour but d'instaurer un gouvernement docile aux intérêts pétroliers anglo-américains. On peut dire que l'enjeu actuel du conflit au Venezuela réside dans le contexte politique dans lequel la production pétrolière doit avoir lieu. À son arrivée au pouvoir, Hugo Chavez avait adopté la Loi sur les hydrocarbures, destinée à permettre à l'État de prendre le contrôle de l'entreprise Petróleos de Venezuela en exigeant qu'il soit l'actionnaire majoritaire. Cette mesure n'a pas plu aux intérêts étrangers (Shell, Exxon Mobil, etc.) ni à l'élite locale vénézuélienne qui, grâce à Pedro Carmona, avait trouvé le moyen de privatiser ce secteur de l'économie qui représente 78 % des exportations du pays.

Source : le Journal d'Alternatives, jan.-fév. 2003, vol. 9, no 5, p.6-7.

La Tchétchénie se trouve à la croisée de pipelines stratégiques. Depuis la fin de la guerre froide, Washington encourage la sécession de la Tchétchénie du reste de la Fédération de Russie en acheminant de l'aide aux deux principales factions rebelles. Le but ultime est que la Tchétchénie et le Daghestan passent sous le contrôle de l'alliance militaire occidentale, permettant l'accès pour les pétrolières anglo-américaines à une grande partie du territoire qui s'étend de la mer Caspienne à la mer Noire.

La machine de guerre américaine

Les États-Unis possèdent à eux seuls un arsenal militaire équivalent à celui des vingt autres pays les plus militairement puissants réunis, incluant la Chine, la Russie, la France et la Grande-Bretagne (voir tableau). C'est pourquoi nous allons nous concentrer sur leur cas.



Comme tout le monde sait, les dépenses militaires des États-Unis ont grimpé en flèche depuis les attentats du 11 septembre 2001. En 2002 seulement, les dépenses pour la défense ont grimpé au-delà de 300 milliards de dollars, somme équivalente au produit intérieur brut de la Russie. Cette somme n'inclut pas le budget de la CIA qui est de l'ordre de 30 milliards de dollars, plus l'argent qu'elle obtient par ses activités secrètes, dont le blanchiment d'argent. **L'objectif des États-Unis étant d'atteindre l'hégémonie militaire à l'échelle de la planète, l'administration Bush prévoit faire augmenter le budget militaire à plus de 450 milliards de dollars en 2007.** Dans ce budget, des milliards sont réservés à la remise à neuf de l'arsenal nucléaire américain, dont les missiles sont surtout dirigés vers la Russie et la Chine, et non tant vers les États voyous dont ont souvent fait état les médias. Ces derniers, d'ailleurs, n'hésitent pas à propager dans l'opinion publique l'idée que les nouvelles armes sophistiquées de l'armée américaine sont précises et inoffensives pour les populations civiles des zones de conflit. Or, il n'en est rien, car il est prouvé scientifiquement que les poussières radioactives affectent de façon dévastatrice la santé de ces populations. Ailleurs dans le monde, cette augmentation des dépenses militaires des États-Unis fait craindre le pire.

La Russie, par exemple, voyant ses forces conventionnelles minuscules face à celles des États-Unis, ne voit d'autre choix que l'utilisation de ses armes nucléaires pour se défendre contre une guerre d'agression de la première puissance mondiale. Bien que les États-Unis s'en tiennent à la doctrine dite de la « première frappe », leur politique étrangère plutôt arrogante pourrait un jour provoquer l'utilisation de telles armes contre leur propre population et provoquer une guerre nucléaire ravageuse pour la planète entière.

Bien sûr, cet accroissement du potentiel militaire alimente la croissance du complexe militaro-industriel³. En dépensant plus de 30 millions de dollars par jour, le gouvernement américain sert à merveille les intérêts du complexe militaro-industriel anglo-américain composé de six grands joueurs : Lockheed Martin, Raytheon, General Dynamics, Boeing, Northrop Grumman et British Aerospace Systems. Les grandes compagnies n'hésitent pas à pratiquer le lobbying auprès des membres du Congrès et certains ont même des liens très étroits avec des membres de l'administration en place. Elles peuvent également avoir beaucoup d'influence sur l'opinion publique. Par exemple, General Electric, qui est la plus grande compagnie au monde en parts de marché, possède un empire médiatique de 43 milliards de dollars composé entre autres de NBC, CNBC, Telemundo, Bravo, msnbc.com (en partenariat avec Microsoft), et de Universal Studios (en partenariat avec Vivendi). **Pas surprenant alors qu'en 2003, au moment de la guerre en Irak, seulement 10 % des propos tenus sur des chaînes télévisées aux États-Unis étaient anti-guerre contre 90 % proguerre.**



Dessin de Vlahovic paru dans NIN, Serbie-et-Monténégro.
Source : *Courrier international*, no 708, 27 mai au 2 juin 2004, p. 62.

³ L'ensemble des compagnies liées à l'armement, tant du côté de la recherche et développement que de celui de la fabrication des armes de toutes sortes.

On a vu comment les intérêts pétroliers occidentaux rivalisent avec ceux de la Russie. Maintenant voyons comment s'affrontent les intérêts pétroliers anglo-américains et européens. Les pétrolières anglo-américaines (British Petroleum, Unocal, Pan American Energy Corporation, Mobil, American Oil Corporation) font concurrence au géant franco-belge Total-Fina-Elf, associé à la pétrolière italienne ENI. Ce consortium européen a des investissements considérables en Iran et des liens avec la Russie, ce qui ne fait pas trop l'affaire des États-Unis. Cependant, le consortium européen ne contrôle pas le transport du pétrole extrait de la mer Caspienne, les projets de pipelines étant en bonne partie entre les mains de ses concurrents anglo-américains. **En conclusion, le plus grand conglomerat pétrolier d'Europe, en association avec des partenaires iraniens et russes, pourrait éventuellement entrer en collision avec les principaux consortiums pétroliers anglo-américains.**

Pour terminer, la guerre que se font les grands intérêts pétroliers alliés à l'industrie de la défense est hautement stratégique et se joue sur les fronts militaire, économique et politique. L'artillerie lourde étant l'instrument de l'OTAN, du G7, de la CEI, le FMI et la Banque Mondiale sont quant à eux les instruments de la Stratégie de la route de la soie. Bien entendu, nous sommes loin d'avoir fait le tour de la question du pétrole, nous étant limités à cette région du monde qui va de la Méditerranée à la frontière occidentale de la Chine. Des stratégies militaires, économiques et politiques sont également mises en œuvre dans d'autres régions du monde dans le but de mettre la main sur cette ressource première. **Les États-Unis font face à une grave crise de l'énergie, or on peut s'attendre à ce que les forces qu'ils déploieront partout dans le monde pour subvenir à leurs besoins deviennent de plus en plus grandes. L'importance de la machine de guerre américaine n'a donc pas fini de grandir...**

Des compagnies et des politiciens : sous l'administration Bush, d'anciens dirigeants de sociétés ont été nommés, grâce au puissant lobby pétrolier du Texas, à des postes clés de la défense et de la politique étrangère. La famille même du président George W. Bush dirige des compagnies pétrolières depuis 1950. Le vice-président Dick Cheney a été vers la fin des années 1990 le PDG de Halliburton, une compagnie choyée par la guerre en Irak qui lui aura permis d'obtenir, en 2003 seulement, pour plus de 8 milliards de dollars en contrats allant de la défense et de l'énergie à la reconstruction des infrastructures du pays. La conseillère en sécurité nationale, Condoleezza Rice, était membre du conseil d'administration de Chevron. Le secrétaire au commerce, Donald Evans, fut, pendant plus d'une décennie, le PDG de Tom Brown Inc., une compagnie de gaz naturel. Le secrétaire d'État, Colin Powell, a des intérêts dans la compagnie General Dynamics qui a reçu du Pentagone pour 8,2 milliards de dollars de contrats en 2003.

Le financement des campagnes électorales : l'industrie de l'énergie et de la défense financent allègrement les partis politiques, surtout ceux qui ont des positions pro-guerre. Voici quelques exemples :

- General Electric : 221 350 \$ versés pendant la campagne électorale de 2002, dont 60 % aux Républicains et 40 % aux Démocrates.
- United technologies : 699 242 \$ versés pendant la campagne électorale de 2002, dont 62 % aux Républicains et 38 % aux Démocrates.
- General Dynamics : 1,64 \$ million versé pendant la campagne électorale de 2002, dont 60 % aux Républicains et 40 % aux Démocrates.
- Northrop Grumman : a contribué pour 8,5 millions \$ aux campagnes électorales de 1990 à 2002.
- Lockheed Martin : a dépensé pour 9,7 \$ millions en lobbying durant la campagne électorale de 2002.

Source : www.warprofiteers.com

Sur le marché de l'armement, le complexe militaro-industriel anglo-américain a pour concurrent le complexe militaro-industriel franco-allemand dominé principalement par Daimler, Siemens, Krupp, Deutsche Aerospace, Airbus Industries et Aerospatiale-Matra, et le complexe militaro-industriel russe. Ce dernier, en réponse à l'initiative de Washington baptisée « Guerre des étoiles », a conçu le « Bouclier russe antimissiles et antinucléaire » en cas de frappe préventive de la part des États-Unis.

Ce qu'il faut retenir de l'accroissement du budget militaire américain, c'est qu'il provoque l'accroissement des budgets alloués à la défense de nombreux autres gouvernements ailleurs dans le monde, dont le Canada. L'appui des libéraux et des conservateurs au projet « bushien » de bouclier antimissile en est une illustration. Le néolibéralisme entraîne la militarisation de la planète, c'est sans équivoque.

Terrorism Information Awareness : le Pentagone élabore, sous le nom de Terrorism Information Awareness, un système consistant à collecter une moyenne de 40 pages d'informations sur chacun des 6 milliards d'habitants de la planète et à confier leur traitement à un hyperordinateur. En traitant toutes les données personnelles disponibles — paiements par cartes, abonnements aux médias, mouvements bancaires, appels téléphoniques, consultations de sites Web, informations médicales et de sécurité sociale, courriels, fichiers policiers, dossiers des assureurs, etc. — le Pentagone compte établir la traçabilité complète de chaque individu. Cité dans le quotidien espagnol El País, M. John L. Petersen, président du Arlington Institute, un institut de recherche au service de la défense américaine : « Il y aura moins de vie privée mais plus de sécurité (...) nous pourrons anticiper le futur grâce à l'interconnexion de toutes les informations vous concernant. Demain, nous saurons tout de vous. »

Source : éditorial d'Ignacio Ramonet, Surveillance totale paru dans Le Monde diplomatique d'août 2003.

Les guerres de l'avenir : l'eau

L'humanité fait aujourd'hui face à une crise mondiale de l'eau. La consommation étant à la base du capitalisme, il faut des quantités d'eau incroyables pour subvenir aux besoins des sociétés industrialisées. On associe souvent la consommation d'eau à l'usage domestique que les gens en font. En réalité, la consommation d'eau des ménages et des municipalités ne représente que 10 % de toute l'eau utilisée, l'industrie en utilisant 20 % et l'agriculture, 70 %. **Pour fabriquer une voiture, il faut 400 000 litres d'eau.** Aux États-Unis, la production industrielle nécessitera bientôt plus de 1500 milliards de litres d'eau chaque année et rejettera plus de 300 milliards de litres d'eau usée par année. **Or l'eau douce, tout comme le pétrole, est une ressource qui s'épuise, sauf que l'eau, contrairement au pétrole, est indispensable à la vie.** D'après les Nations Unies, 31 pays font actuellement face à des pénuries d'eau, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable et près de trois milliards ne bénéficient pas d'installations sanitaires. Au rythme où les habitants des pays industrialisés consomment l'eau, il viendra à leur en manquer à eux aussi, et il faut s'attendre à ce que les puissants prennent les grands moyens pour s'approprier cette ressource que l'on appelle désormais l'or bleu.

De nombreux conflits ont cours actuellement dans le monde en raison de pénuries d'eau : la guerre entre les États arabes (Syrie, Jordanie, territoires palestiniens et Liban, notamment) et Israël au Moyen-Orient autour du Jourdain, et les relations tendues entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran autour des bassins du Tigre et de l'Euphrate en sont des exemples. On observe deux façons de faire face à la crise de l'eau : l'accaparement de la ressource par la guerre (la voie militaire) ou par sa marchandisation (la voie économique). Dans les conflits comme celui opposant Israël à la Palestine, la guerre permet de s'accaparer les réserves d'eau : Israël arrive par la force à utiliser 90 % de l'eau de la Cisjordanie, les Palestiniens ne disposant plus que des 10 % restants.

De plus en plus, la marchandisation de l'eau est vue comme une solution simple et facile pour résoudre les pénuries, et ce, grâce à des idées avancées par les *think tanks* néolibéraux, qui peuvent se résumer ainsi :

- le prix de l'eau très bas invite à une surutilisation insouciante et au gaspillage ;
- il faut monter le prix de l'eau afin qu'elle soit moins utilisée ;
- il faut privatiser les régimes de propriété, de construction et de gestion des infrastructures, de la distribution, de l'assainissement, etc., de l'eau.

Il est toutefois facile de démontrer que le but premier des tenants de la marchandisation de l'eau n'est ni la sauvegarde de la ressource ni la paix dans le monde, mais bien l'encaissement des profits qui vont en augmentant à mesure que la ressource se raréfie. La Banque Mondiale et le Fonds monétaire international font pression sur les pays pour qu'ils privatisent, entre autres, les infrastructures de distribution de l'eau. Les conséquences de ces privatisations sont désastreuses pour les populations (qui, là c'est vrai, diminuent leur consommation d'eau, au détriment de leur santé), alors que les multinationales comme les Françaises, Vivendi et Suez, empochent des milliards en profits. **Encore une fois, le gros bout du bâton est tenu par des géants économiques au cœur de pierre qui n'ont d'yeux que pour la valeur des actions en bourse pendant que meurent chaque année 15 millions d'êtres humains par manque d'eau selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).**

La croissance démographique, l'industrialisation croissante, l'augmentation de la consommation et celle de la pollution sont des facteurs parmi tant d'autres qui aggravent jour après jour la crise mondiale de l'eau. **Cette crise rend imminente l'émergence de nouvelles guerres encore plus dévastatrices que toutes celles que l'on a connues jusqu'à maintenant...**

La guerre économique

« Aujourd'hui dans le monde, tous les jours, 100 000 personnes meurent de faim ou de ses suites immédiates, victimes d'un impérialisme et d'un seul, imposé par les maîtres du monde : le profit sans borne. »

Source : Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation.

On a vu que **la guerre** pour l'appropriation et le contrôle des ressources pouvait se faire par la voie militaire. Elle **peut aussi se faire par l'intermédiaire d'instruments que s'est donnés le système capitaliste**, soit les institutions que sont la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les paradis fiscaux. **C'est ce qu'on appelle la guerre économique. Cette guerre fait infiniment plus de victimes que les bombes qui pleuvent dans les pays aux prises avec des conflits armés, car elle affame, appauvrit et maintient dans une pauvreté endémique la majeure partie de la population mondiale.**

Le FMI et la Banque Mondiale

La guerre économique qui fait rage au niveau mondial pourrait se résumer ainsi : les pouvoirs doivent choisir entre la confiance des marchés et la confiance du peuple. Les gouvernements doivent choisir entre la sauvegarde des protections sociales ou des conditions favorables pour les investisseurs. Les dirigeants d'entreprises doivent choisir entre la satisfaction des travailleurs ou la croissance des profits pour demeurer compétitifs. Dans les deux cas, le choix est déchirant puisque en réalité, il n'y en a plus de choix, le néolibéralisme l'ayant supprimé. Le capitalisme sauvage, ainsi qu'on l'appelle aujourd'hui, s'est érigé en système global où le marché est maître et roi, et ce, grâce à des structures telles que le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

Dans le monde globalisé, lorsqu'un gouvernement choisit le peuple, il fait face à des représailles qui peuvent prendre la forme de coups d'État, souvent concoctés par la CIA (Chili, Venezuela), de sanctions économiques (Cuba) ou d'attaques armées (une multitude d'exemples). Or, **il est beaucoup plus facile pour un gouvernement de se soumettre à la volonté des diktats du marché que d'y faire face.** Les États-Unis, quant à eux, voient à ce que ce système favorise leurs intérêts économiques, et ce, sans se soucier des conséquences sur les autres peuples du monde. Ils répondent à la grogne qui monte partout sur la planète par l'accroissement de leur budget militaire au détriment du peuple américain lui-même. Celui-ci voit les budgets alloués aux programmes sociaux baisser à mesure que celui de la défense atteint des niveaux astronomiques.

Le surendettement des pays du Tiers-Monde sert bien les intérêts des États-Unis et c'est ici qu'entrent en jeu le FMI et la Banque Mondiale. En effet, la Banque Mondiale est le dernier recours pour les pays qui ne peuvent emprunter ailleurs en raison du risque qu'ils représentent pour les créanciers. Cependant, les prêts consentis dépendent du respect de conditions strictes comme « l'assainissement » des finances publiques, la déréglementation et la libéralisation des échanges et des prix. En fin de compte, la Banque Mondiale contrôle davantage le budget des pays « aidés » que ne le font les gouvernements élus de ces pays. Elle encaisse chaque année des profits de plus d'un milliard de dollars. Quant au FMI, il impose aux pays qui ont de la difficulté à rembourser leur dette des programmes d'ajustement structurels qui ont pour but de restructurer leur économie afin de favoriser l'arrivée de capitaux étrangers (lire « mettre en confiance les investisseurs ») permettant ainsi le remboursement des grandes banques des pays riches. Le FMI fonctionne selon la règle « un dollar = un vote » de sorte que les sept pays les plus riches de la planète détiennent 45 % des droits de vote, les États-Unis en détenant 18 % à eux seuls. Les pays riches, selon ce système, prêtent de l'argent

aux pays les plus pauvres qui, eux, n'ont pas le poids nécessaire, au sein du FMI, pour exercer une réelle influence. En bout de ligne, les créanciers sont seuls à décider des programmes, des politiques ou des conditions de prêts. En résumé, la Banque Mondiale et le FMI contrôlent le budget et les politiques des gouvernements élus ou non des pays pauvres, ce qui permet des conditions favorables à l'accroissement de profits des investisseurs étrangers des pays riches.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC)

« Nous habitons un monde où il est infiniment plus grave de violer une règle du commerce international qu'un droit de l'homme »

Source : Warren Allmand, président de l'ONG canadienne Droits et Démocratie.

Grâce à la globalisation, les économies de marché se multiplient de sorte que, ces dix dernières années, les échanges internationaux ont sans cesse augmenté. **L'OMC est une puissante machine de guerre qui comporte 145 pays membres.** À l'aide de conventions et d'accords multiples, elle fixe les règles de ces échanges internationaux. **En deux mots, l'OMC prône la suppression de tout ce qui nuit au commerce.**

L'OMC, comme les accords de libre-échange (ALENA, ZLEA), vise la marchandisation des activités humaines telles que l'éducation, la santé, le transport, la poste, les assurances, les banques, le tourisme, l'eau, les musées, l'agriculture, l'industrie, etc. **Or, qui dit marchandisation d'une activité humaine dit sa commercialisation, donc sa soumission à la concurrence mondiale.** Parmi les différents accords en vigueur à l'OMC, citons l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) qui s'occupe des activités non industrielles et non agricoles (éducation, santé, transport, poste, assurance, banque, tourisme, eau, énergie, culture, etc.). Citons également l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui fait l'objet de grands débats relatifs à la santé publique (brevetage des médicaments) et au brevetage du vivant. Grâce à l'OMC et à la complicité de nos gouvernements, **le pouvoir des multinationales est accru au détriment du respect du bien commun et de la justice sociale.** Les négociations étant tenues dans le secret, les peuples n'ont aucune voix au chapitre et se retrouvent à terme face à des faits accomplis de privatisation de secteurs vitaux de l'activité humaine. L'OMC est donc antidémocratique et sert les intérêts d'une poignée de privilégiés qui sont enivrés et aveuglés par l'appât du gain. **L'appauvrissement des populations qui en résulte alimente la violence, la criminalité et les mouvements extrémistes,** donc canalise les énergies de la société civile vers

des luttes intestines alors qu'on aurait grandement besoin de ces forces pour combattre les fléaux que sont la militarisation, l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale et, bien entendu, les paradis fiscaux...

La guerre en Irak a mis en lumière le phénomène de **la privatisation des armées**. Parallèlement aux armées, des sociétés de sécurité privées se forment et se voient confier, en sous-traitance, des missions opérationnelles allant de la logistique à la formation de la nouvelle armée irakienne, en passant par la protection des installations stratégiques et l'escorte de convois. Ces soldats privés sont considérés par l'armée américaine comme « des civils accompagnant les forces armées », donc comme ne faisant pas partie intégrante de ses opérations. Les soldats privés peuvent être d'anciens soldats professionnels qui ont reçu une formation de qualité dans l'armée avant de faire le saut dans le privé, attirés par les avantages financiers. D'autres cependant ne sont pas très bien formés et leurs intentions n'ont rien de patriotique : ils ne sont là que pour gagner de l'argent. Dans cette dernière catégorie, on retrouve les mercenaires (ou « consultants en sécurité ») qui, eux, ne rendent de comptes à personne, sont souvent incompetents, et sont finalement extrêmement impopulaires auprès des forces d'occupation. Toutefois, les mercenaires peuvent être très utiles aux armées pour accomplir des tâches comme la torture, interdite par le droit international. **Ainsi, les armées sont en mesure, grâce à la guerre en sous-traitance, de pratiquer la torture tout en restant dans la légalité puisque officiellement, elles ne pratiquent pas la torture : elles confient les interrogatoires des détenus à des sociétés privées. La privatisation des armées fait en sorte que le droit international n'a pratiquement plus de pouvoir pour défendre les droits humains, bref qu'il est en quelque sorte dépassé.**

Les paradis fiscaux

En plus d'entretenir le complexe militaro-industriel et de servir les intérêts des transnationales en quête de ressources naturelles, les guerres assurent le pouvoir financier des pays riches par la criminalité financière qu'elles soutiennent. Le commerce international des stupéfiants constitue une affaire de plusieurs centaines de milliards de dollars, c'est-à-dire de même ampleur que le commerce international du pétrole. Par exemple, en Afghanistan, sous couvert de guerre contre le terrorisme, Washington, en renversant les Talibans, a permis au commerce international de l'opium de se rétablir à peu près au même niveau qu'il était en 1994. L'Afghanistan produit 75 % de l'héroïne mondiale et, dans la région que l'on appelle le Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran), le commerce de l'héroïne représente environ le tiers de la production mondiale de stupéfiants. Sous le régime des Talibans, et sous la pression de l'ONU, la culture du pavot (duquel on obtient l'opium) a été carrément interdite en 2000 de sorte que la superficie cultivée est passée de 82 172 hectares en 2000 à 7606 hectares en 2001.

En 2002, sous le gouvernement provisoire du Premier ministre Hamid Karzaï mis en place par Washington, la superficie cultivée s'est étendue à environ 60 000 hectares (selon le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues) et la production d'opium a augmenté de 657 % par rapport au niveau de 2001. **Pourquoi donc les États-Unis, qui prétendent faire la lutte au commerce de la drogue, ont-ils intérêt à ce que ce commerce illicite se porte si bien ?** Tout simplement parce que les milliards de dollars provenant du commerce des stupéfiants sont déposés dans le système bancaire occidental. La majorité des grandes banques internationales, en se servant de leurs filiales établies dans les paradis fiscaux, blanchissent d'impressionnantes quantités de narcodollars. **De cette façon, le trafic de la drogue permet aux banques occidentales de s'enrichir et d'être en mesure de soutenir, grâce aux crédits et aux prêts, l'expansion de l'économie de marché capitaliste.** À l'inverse, quand un système bancaire est malade, il commence à limiter le montant des crédits offerts, et ceci provoque une contraction de l'activité économique. En résumé, la guerre permet le contrôle géopolitique des réseaux du trafic de la drogue. Ces derniers blanchissent les narcodollars à travers des filiales des banques occidentales établies dans les paradis fiscaux, puis déposent l'argent blanchi dans le système bancaire occidental. Puis, les banques, grâce à l'accumulation de ces dollars, peuvent offrir à qui mieux mieux des prêts et des crédits aux entreprises occidentales qui, elles, peuvent ensuite continuer à croître et à augmenter leurs profits, au bénéfice de l'économie capitaliste et de l'idéologie néolibérale.

Le néocolonialisme

Il y a 500 ans, on assistait aux débuts de la mondialisation des échanges économiques qui se faisait sous l'égide des pouvoirs étatiques. **À l'ère du néolibéralisme, la conquête économique ne se fait plus par des États, mais par d'ambitieuses corporations transnationales avides de profits.** Aujourd'hui, on est loin des méthodes employées par les conquérants espagnols qui faisaient fondre les objets d'or des Incas pour en faire des lingots qui traversaient l'Atlantique à bord de galions. On est loin aussi des méthodes d'évangélisation qui forçaient les indigènes à se convertir au christianisme. Aujourd'hui, l'argent virtuel voyage dans l'espace intersidéral et le Dieu que l'on veut nous imposer... c'est l'argent ! **Le néocolonialisme, c'est la conquête de l'argent par les transnationales et la conquête des esprits par leur doctrine, le néolibéralisme.**

De nos jours, on dit qu'un pays a été colonisé quand il a perdu le contrôle de son système bancaire. Dans le monde, deux grands systèmes financiers et monétaires se font la lutte pour s'accaparer le contrôle des systèmes bancaires : l'euro et le dollar. Ces deux systèmes bancaires sont en grande partie contrôlés par le privé, même si officiellement les politiques monétaires relèvent des États. La dollarisation ou l'euroisation encourage les investissements étrangers de sorte qu'au bout du compte, l'économie des pays tombe soumise aux diktats des multinationales, des États-Unis ou de l'Europe, et des institutions financières internationales. La dollarisation et l'euroisation accélèrent la libéralisation de l'économie et, par conséquent, contribuent à l'accroissement des inégalités sociales. **La conquête des systèmes bancaires augmente le pouvoir des transnationales et transforme les gouvernements en valets du néolibéralisme.**

La doctrine néolibérale se répand dans le monde comme une traînée de poudre. Le développement des technologies permet à la culture de consommation de se propager de sorte que, chaque année, des records de vente au détail sont battus dans à peu près tous les pays capitalistes de la planète. **Cette culture**, qui cherche à s'imposer partout dans le monde, **place la consommation au sommet de la hiérarchie des valeurs.** Pour les tenants du néolibéralisme, l'humain est d'abord et avant tout un consommateur et il faut tout faire pour qu'il associe le bien-être à la possession matérielle. À l'aide de la publicité, on lui fait acheter des objets à collectionner, des objets tout à fait inutiles, des objets de luxe et quelques autres qui améliorent réellement la qualité de la vie. En plaçant la consommation au premier rang des valeurs, on procède à la colonisation des esprits en plus de mettre la planète elle-même en danger. Nous savons, en effet, qu'il faudrait au minimum neuf planètes Terre pour répondre à la consommation si l'ensemble de la population du globe devait adopter notre mode de consommation.

Pour les peuples et l'environnement, rien ne va plus !

En défendant un système basé sur la consommation à outrance, les guerres permettent le pillage perpétuel des ressources et la destruction de l'environnement. Les éléments vitaux que sont l'eau, l'air et la terre deviennent pollués et contaminés. Les richesses du sous-sol s'épuisent. La déforestation fait rage dans plusieurs parties du monde et entraîne la désertification. Le réchauffement de la planète menace la biodiversité. Les océans se vident de leurs poissons. Des enfants marchent sur des mines antipersonnel, manient des armes comme on manipule des jouets, meurent de faim ou de soif. Des femmes et des fillettes sont violées, mutilées, privées de leurs droits. Les suicides, les dépressions et les maladies mentales sont en augmentation. Des populations entières sont déplacées, des maisons détruites, des familles séparées. Les droits humains sont bafoués. Les inégalités se creusent. Rien pour arrêter la colère du monde...

Pendant ce temps, l'insouciance règne en Occident. La vente des véhicules sports utilitaires énergivores atteint des sommets en Amérique du Nord. Les enfants s'empiffrent de bœuf engraisé aux hormones et ingurgitent des tonnes de boissons gazeuses à base de sucre. L'obésité est en croissance. Les jeunes filles imitent les stars anorexiques et achètent des quantités incroyables de vêtements et d'accessoires fabriqués dans les ateliers de misère (sweat shops). Des compagnies de tabac poursuivent des gouvernements qui essaient de protéger la santé publique. De moins en moins de gens vont voter. L'individualisme est à l'honneur. Des compagnies pharmaceutiques font des affaires d'or grâce à la vente d'antidépresseurs. L'indifférence ne peut engendrer que la catastrophe.

Les peuples et l'environnement ne pourront résister encore longtemps aux tensions provoquées par les guerres que livrent à la planète une poignée d'individus obnubilés par la quête du profit. Des changements impératifs s'imposent. La culture de consommation prônée par le néolibéralisme doit laisser sa place à une culture de la paix...

L'industrie de la défense affecte les peuples et l'environnement : deux cas.

- Au nord de la ville de Québec, se trouve la base militaire de Valcartier et le centre Recherche et Développement pour la défense du Canada (RDDC). Par ses activités, ce dernier produit des « matières dangereuses résiduelles » qui se retrouvent dans l'eau souterraine s'écoulant dans les rivières Jacques-Cartier et Nelson. Il en résulte que l'eau de ces rivières contient de fortes concentrations de TCE (trichloroéthylène), un solvant très toxique. Selon le docteur Pierre Gélinas, professeur titulaire en hydrogéologie à l'Université Laval, « la charge toxique d'écoulement souterrain de TCE serait de 900 à 1 500 kilogrammes par année. Résultat : la vie aquatique est menacée. Le potentiel cancérigène de l'eau de la rivière serait beaucoup trop élevé si on voulait l'utiliser un jour comme source d'eau potable, et cela, de Shannon à Donnacona. »

Source : www.radio-canada.ca

- La Marine américaine, pour s'exercer, a effectué pendant soixante ans des bombardements et essais d'armes sur l'île portoricaine Vieques Island. Le haut taux de cancer causé par l'utilisation d'uranium 238 et la mort d'un résident de l'île lors d'un exercice de bombardement en 1999, ont exacerbé les tensions entre les habitants de Porto Rico, pour la plupart opposés à ces exercices, et le gouvernement américain. Un groupe de militants, dirigé par Andres Thomas Conteris, est parvenu grâce à des actions non violentes à faire en sorte que l'armée américaine cesse, le 1^{er} mai 2003, ses exercices militaires sur l'île. Aujourd'hui, bien que les activités de l'armée aient cessé, Vieques Island demeure contaminée par les déchets toxiques produits par la soixantaine d'années d'existence de la base militaire Camp Garcia.

Source : New World Outlook

Pour une culture de la paix...

« Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots »

– Martin Luther King

Il semble presque impensable aujourd'hui que l'on puisse vivre un jour dans un monde sans guerre. Pourtant, il fut un temps où le radicalisme conservateur était décrété « fini » par les experts et les commentateurs : c'était au lendemain de l'élection du démocrate étatsunien, Lyndon Johnson, en 1964 qui avait littéralement écrasé le candidat républicain qui n'avait réussi à obtenir que 38 % des voix. Quarante ans plus tard, la première grande puissance mondiale est pourtant dirigée par une clique de fundamentalistes conservateurs qui sèment la violence partout dans le monde. En 1990, Milton et Rose Friedman évoquaient dans *Free to Choose* que le capitalisme, considéré dix ans auparavant (en 1980) comme « un système déficient, incapable d'assurer la prospérité et la liberté humaine », était désormais vu comme le seul système permettant d'atteindre ce double objectif. Ils affirmaient que ce que les gens croyaient utopique au début des années quatre-vingt, c'est-à-dire à l'époque où l'on croyait plutôt que c'était le socialisme qui était garant de l'avenir, était enfin vu comme un « programme d'action ». Ils ajoutaient même que l'opinion n'avait pas assez tourné encore, que le capitalisme en 1990 n'était à leurs yeux pas encore assez ancré dans l'esprit des gens.

En 2004, le programme d'action du capitalisme doit être révisé, voire rejeté. Toutes les statistiques le prouvent, le monde ne tourne pas rond et de graves crises se dessinent. L'ère du capitalisme sauvage et de sa culture guerrière doivent faire place à la paix. **Pour cela, l'humanité devra faire de grands efforts et même des sacrifices : des efforts pour consolider les liens qui unissent les peuples et des sacrifices pour revoir les façons de vivre. Pour nous, les Occidentaux, ces 20 % de privilégiés qui consommons 80 % des ressources naturelles de la planète, le prix de la paix sera fort élevé !** Imaginons-nous un instant vivre sans pétrole... Si nous ne faisons pas un effort pour revoir notre mode de vie axé sur la consommation, et qui entraîne l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables comme le pétrole, à quel monde auront droit nos enfants? Antoine de St-Exupéry disait : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ». Ces mots devraient guider la pensée de tous nos dirigeants.

Il importe que des alternatives au néolibéralisme soient imaginées. Il faut soutenir et appuyer les initiatives qui permettent à des réseaux de citoyennes et de citoyens de se créer, et à des organisations d'unir leurs forces pour lutter contre les injustices et la guerre. Combien de fois, dans l'histoire, des minorités sont-elles parvenues à changer le cours des choses et à changer l'opinion des gens ! Le militantisme et le travail idéologique qui l'accompagne ont le pouvoir de développer cette culture de la paix que nous désirons avec impatience, avant qu'il ne soit trop tard. Ce qui peut sembler impensable aujourd'hui, soit de vivre dans un monde sans guerre, peut devenir réalisable demain grâce aux militantes et aux militants qui osent s'opposer au néolibéralisme. **Notre véritable défi est de ne point aller chercher notre courage dans la gloire et le succès, puisqu'il est fort probable que nous ne verrons les résultats de notre vivant, mais plutôt dans l'espoir que les générations futures vivront dans un monde de paix...**

Conclusion

Le néolibéralisme est indissociable de la guerre. Cette doctrine, qui fait la promotion d'un mode de vie basé sur la consommation et la compétition, doit faire place à la solidarité et à la sauvegarde du bien commun. **Tout doit être repensé et redéfini en fonction d'une autre échelle de valeurs** que celle plaçant la possession matérielle au sommet de sa hiérarchie. Répétons qu'il faudrait neuf planètes pour fournir aux besoins en énergie et en ressources naturelles d'une humanité consommant à notre rythme. N'est-ce pas la preuve que ce système est voué à l'échec ? Le pétrole est une ressource naturelle qui s'épuise, or il est grand temps que nous apprenions à l'utiliser de moins en moins et que nous lui trouvions des alternatives. L'eau douce aussi est une ressource qui se tarit, mais cette fois, elle est irremplaçable... **En ce début de millénaire, nous en sommes à un point de rupture dans l'histoire de l'humanité. Si des changements majeurs ne sont pas apportés d'ici peu, rien n'indique que la planète sera encore habitable dans cent ans...**

La lutte contre le néolibéralisme doit se faire dans le respect des peuples, des droits humains, du droit international et de l'environnement. Elle doit se faire dans la solidarité, la dignité et la tolérance. Ce que la guerre détruit, nous devons le reconstruire avec une ferveur et une détermination à toute épreuve. Nous devons le faire pour nous et pour l'avenir de tous les peuples du monde...

« Les héros d'aujourd'hui et de demain ne sont pas les plus compétitifs, ni ceux qui parviendront, malgré tout, à survivre à la place des autres et à conquérir davantage de pouvoir financier, commercial, technologique, militaire sur les autres, mais ceux qui font avancer le bien commun, les droits de tous et chacun à la vie, à la citoyenneté. »

– Riccardo Petrella

